



La CGT
des établissements
d'Enseignement supérieur
et de Recherche

*Pour un Service public national
d'Enseignement supérieur et de Recherche,
laïque, démocratique et émancipateur*

Contre le SNU et la militarisation de la société

Motion du 5ème Congrès de l'Union CGT FERC Sup

Ramatuelle, le 31 mai 2024

L'exacerbation des guerres économiques auxquelles se livrent les impérialismes partout dans le monde, en plus de conduire à l'épuisement des ressources planétaires, menace la survie des peuples eux-mêmes. La course croissante aux armements connaît sur la période récente un regain mortifère. La loi de programmation militaire 2024-2030 engage à dépenser 413 milliards d'euros pour toujours plus de missiles et d'armes de destruction massive. Investir dans les armes n'a jamais permis de garantir la paix. C'est le contraire. Les actionnaires des industries d'armement amassent les profits pendant que les peuples, eux, meurent sous les bombes.

À l'inverse, l'enseignement supérieur et la recherche, services publics, sont asphyxiés par manque de moyens. Partout en France, les institutions privées ont fleuri par la volonté politique d'un gouvernement qui vise à construire des profits supplémentaires aux grandes fortunes.

Une répression plurielle et violente de la liberté académique, de la liberté syndicale et de la liberté d'opinion s'abat sur les personnels et les étudiant-es des établissements du supérieur, qui voient les espaces d'échanges de savoirs se réduire et le totalitarisme poindre.

Une militarisation de la société, progressant au travers du Service national universel (SNU) et les campagnes de recrutement ciblant la jeunesse sur nos campus, progresse. Parallèlement, le président de la République multiplie les accents guerriers et suggère l'envoi de troupes au front. L'Ukraine, après l'Afrique ou le Moyen-Orient, est un champ d'expérimentation de la mise à mort des peuples. Les armes fournies, toujours plus destructrices, préparent la société française à un affrontement généralisé entre blocs. D'autres zones de conflits à venir se profilent. Les conséquences pour les peuples de l'usage des armes modernes construites et vendues par nos sociétés occidentales portent un nom : la terreur. Gaza la vit.

Nous appelons les universitaires et chercheur-ses à refuser de travailler pour l'industrie d'armement. Nous demandons un moratoire sur les ventes d'armes françaises et la réorientation de leurs industries de mort vers des activités civiles utiles aux populations.

La CGT FERC Sup veut la paix entre les peuples. Ses militant-es appellent au dialogue et à la désescalade sur toutes les zones de tension et d'affrontements. Le respect du droit international est aujourd'hui un point d'appui irremplaçable pour la paix.

Adopté par le 5ème Congrès CGT FERC Sup, à l'unanimité moins 1 abstention.

